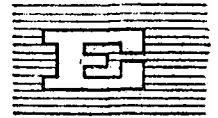


NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1242
17 février 1977

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-troisième session
Point 26 de l'ordre du jour

ELECTION AUX POSTES DEVENUS VACANTS A LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE
CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA
PROTECTION DES MINORITES

Note du Secrétaire général

1. A sa trente et unième session, en 1975, la Commission des droits de l'homme, conformément à la résolution 1334 (XLIV) adoptée par le Conseil économique et social le 31 mai 1968, a élu pour un mandat de trois ans 26 membres de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, parmi les experts nommés par les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies sur la base suivante :

Etats d'Afrique et d'Asie, 12 membres;
Etats d'Europe occidentale et autres Etats, 6 membres;
Etats d'Amérique latine, 5 membres;
Etats d'Europe orientale, 3 membres.

2. M. Francesco Capotorti (Italie) et M. Th. C. van Boven (Pays-Bas) appartenaient au groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats.

3. Les deux membres précités ayant démissionné, la Commission des droits de l'homme doit, à sa trente-troisième session, élire deux membres de la Sous-Commission pour la durée de leur mandat qui reste à courir - à savoir un an.

4. Le 22 décembre 1976 et le 10 février 1977, le Secrétaire général a adressé aux gouvernements des Etats d'Europe occidentale et autres Etats une note verbale dans laquelle il leur demandait de soumettre à la Commission des droits de l'homme, à sa trente-troisième session, des propositions de candidature d'experts en vue de l'élection des membres de la Sous-Commission.

5. Au 15 février 1977, le Secrétaire général avait reçu une proposition de candidature émanant du Gouvernement italien et concernant M. Antonio Cassese - dont le curriculum vitae, tel qu'il a été adressé par ledit gouvernement, est reproduit ci-après. Les communications supplémentaires qui seront reçues des gouvernements seront distribuées en tant qu'additifs au présent document.

M. Antonio CASSESE (Italie)

Né en Italie le 1er janvier 1937

1964-1974 : Professeur de droit international à la Faculté de droit de l'Université de Pise; Directeur de l'Institut de droit international et des relations internationales de Pise

Depuis 1975 : Professeur chargé de cours sur les organisations internationales à la Faculté des sciences politiques "Cesare Alfieri", de l'Université de Florence

Membre de la délégation italienne au Cycle d'études des Nations Unies sur la mise en oeuvre des droits économiques et sociaux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (Varsovie, 1967), à la Conférence internationale des droits de l'homme (Téhéran, 1968) et à la Commission des droits de l'homme (1972-1975)

Membre suppléant de la délégation italienne à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (1971, 1973, 1974 et 1976)

Membre de la délégation italienne aux première et deuxième Conférences d'experts gouvernementaux sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés (Genève, 1971 et 1972) et à la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés (Genève, 1974, 1975 et 1976)

Membre de la délégation italienne aux sessions de 1974 et 1975 de l'Assemblée générale des Nations Unies

Rapporteur de la Table ronde sur la protection des droits de l'homme en Europe (Université de Bari, 1973) et de la Table ronde sur l'assistance judiciaire au bénéfice des nécessiteux, organisée par le Conseil de l'Europe (Leyde, 1976)

Membre du groupe rédactionnel de l'"Annuario di diritto internazionale" (Annuaire italien de droit international)

Auteur de nombreuses publications (livres et articles) traitant du droit international. Ceux qui intéressent tout particulièrement les droits de l'homme sont énumérés ci-après :

- La supervision internationale de la liberté d'association syndicale (en italien), 1966
- Mécanisme d'application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (en italien), dans "Rivista di diritto internazionale", 1967
- La Conférence internationale des droits de l'homme (Téhéran) (en italien), dans "Rivista di diritto internazionale", 1968

- L'entrée en vigueur de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (en italien), dans "Rivista di diritto internazionale", 1969
- La Convention européenne des droits de l'homme au regard du droit italien (en italien), dans "Rivista di diritto internazionale privato e processuale", 1969
- Le rôle des particuliers en droit international (en italien), dans "Enciclopedia del diritto", 1970
- L'action menée par l'Organisation des Nations Unies contre l'apartheid (en italien), dans "La Comunità internazionale", 1970
- La recevabilité des communications relatives aux violations des droits de l'homme adressées à l'Organisation des Nations Unies, dans "Revue des droits de l'homme", 1972
- Le droit de recours individuel devant la Commission européenne des droits de l'homme, "Les clauses facultatives de la Convention européenne des droits de l'homme", 1974
- La nouvelle procédure appliquée par l'Organisation des Nations Unies pour examiner les violations flagrantes des droits de l'homme, dans "La Comunità internazionale", 1975
- La non-extradition, dans la Constitution italienne, des étrangers accusés de délits politiques, dans "Annuario di diritto internazionale", I, 1975
- La protection internationale du droit de quitter un pays et d'y revenir, dans "Studi in onore di M. Udina", 1975
- L'assistance judiciaire en Italie au bénéfice des nécessiteux, en particulier dans les agglomérations urbaines, Conseil de l'Europe, 1976